

“Pour les flics et les journalistes il s’agissait d’un attentat qui avait pour but de tuer. Pour nous, d’une action antifasciste, analogue à d’autres qui ont déjà eu lieu par le passé et d’un accident du travail qui – à la différence de ceux qui se produisent dans les usines et sur les chantiers – ne mérite aucune larme.”

Florence, le 08 août 2017

FLORENCE : OPÉRATION PANICO

Colpire direttamente i fascisti è giusto e urgente....

(Attaquer directement les fascistes est juste et urgent...)



Le 31 Décembre 2016, un engin explosif placé devant la librairie (proche de CasaPound) “Il Bargello” explose dans les mains d'un artificier particulièrement stupide qui tente maladroitement de déminer l'engin sur place, il perdra un œil et une main. La librairie “Il Bargello” et CasaPound Italia se sont portés parties civiles en plus de l'artificier-flic. Trois personnes accusées de « tentative de meurtre », « d’association de malfaiteur » pour deux d’entre eux, ainsi que de « transport, et fabrication d'engin explosif » se retrouvent incarcérées. Une quatrième personne se retrouve également soumise au contrôle judiciaire (pointage régulier au comico, mais la mesure a cessé depuis peu) avec les mêmes chefs d’inculpation. Paska, Ghespe, et Giova sont depuis, toujours incarcérés dans les geôles italiennes.

Pour leur écrire :

- Pierloredo Fallanca : C.C. La Spezia, Piazza Falcone et Borsellino 1, 19125 La Spezia (Paska)
- Salvatore Vespertino : N.C.P. Sollicciano, Via G. Minervini 2/R, 50142 Firenze (FI)
- Giovanni Ghezzi : N.C.P. Sollicciano, Via G. Minervini 2/R, 50142 Firenze (FI)

Manifestations sauvages, rassemblements et actions contre la taule, bordel dans la ville, banderoles et tracts ont depuis été diffusés en solidarité. On ne peut que saluer toutes ces initiatives. Une brochure éditée en juillet 2018, autour de l’opération Panico (<https://nantes.indymedia.org/articles/42084>) est toujours en ligne, des lettres des personnes incarcérés sont notamment disponibles dans cette brochure.

La présente brochure a pour but de faire un point sur la situation et sera distribuée dans le cadre d'une cantine de soutien aux inculpé.es, à Marseille, le 10/02/2019. Ceci afin d'apporter nous aussi, un peu de solidarité aux actions, et face à la répression.

- 1. Quelques informations autour de la procédure*
- 2. Compte rendu du 09/10/2018 (première audience du procès)*
- 3. Prison de La Spezia : Provocations des gardes contre Paska*
- 4. Lettre de Paska*
- 5. Audience du 08/11/2018*
- 6. Mise à jour sur la grève de la faim de Paska et appel à solidarité (10/11/2018)*
- 7. Quelques mises à jour*
- 8. Mises à jour sur les audiences à venir*
- 9. Audience du 20/12/2018*
- 10. Quelques textes*
- 11. Quelques actions en solidarité avec les inculpé.es de l'opération Panico*
- 12. Sources*
- 13. Soutien*

1. Quelques informations autour de la procédure

Les inculpé.es de l'opération Panico étaient trente-neuf à l'origine (au 31 janvier 2017) : différents événements avaient été introduit au sein de la procédure (cortèges, rassemblements, plusieurs attaques contre la librairie « Il Bargello », et le jet de cocktail molotov sur la caserne de carabinieri de Rovezzano, à Florence). Cette opération a donné lieu à trois assignations à résidence, et pour huit autres personnes à l'obligation de pointer tous les jours au comico et de rentrer chez eux la nuit pendant huit à neuf mois. Après l'audience préliminaire (en mai 2018), l'accusation (qui avait été jointe au dossier) pour les événements du 25 avril 2016 a sauté (cortège dans la

ville avec les accusations liées au rassemblement, dégradations et violences), le nombre de personnes inculpées est alors réduit à vingt-huit, dont douze avec l'accusation « d'association de malfaiteurs ».

Concernant les faits de Rovezzano des molotovs auraient été lancés sur une caserne de carabinieri après des heurts avec la police lors d'une soirée à Melograno* en avril 2016, trois autres personnes ont été arrêtées pour cette histoire le 3 août 2017. Toutes ont été libérées et sont sorties de prison deux jours plus tard faute de preuves. Le proc avait fait appel de la décision, mais il a toutefois été donné raison au GIP (chargé des enquêtes préliminaires, qui avait ordonné les premières mises en liberté) l'épisode de la caserne a été retirée de l'opération Panico, l'affaire n'est pas classée pour autant, elle a simplement été retirée de cette enquête et reste pour le moment en attente.

En mars 2017, trois personnes avaient subi une aggravation de leur peine. Elles sont accusées d'avoir fait des tags en solidarité avec les personnes arrêtées. Ainsi, deux autres personnes se retrouvent assignés à résidence pendant quatre et trois mois, et une autre personne qui jusqu'alors n'avait aucune restriction se retrouve avec l'obligation de pointer tous les jours au commissariat.

En ce qui concerne les faits spécifiques du 31 janvier 2016, à la librairie « Il Bargello », cinq personnes avaient été inculpées à l'origine, elles sont aujourd'hui au nombre de quatre [une cinquième personne étant sortie de l'instruction]. Il y a peu, la dernière mesure de contrôle judiciaire pour une quatrième personne inculpée pour les faits du 31 décembre a pris fin. Cette personne avait été arrêtée, puis relâchée, avec l'obligation de pointer tous les jours et de rester à Florence. Après quelques mois le contrôle judiciaire avait été aménagé, avec l'obligation de pointer deux fois par semaine. Actuellement plus personne n'est sous contrôle judiciaire.

Paska a demandé sa libération lors de la dernière audience (le 20/12/2018) et le juge l'a tout récemment rejetée, expliquant brièvement que le cadre de précaution n'avait pas changé, il refuse donc l'assignation à résidence. Sa situation est un peu "particulière" : son avocat, lors de l'une des premières audiences, a demandé au jury la nullité des interceptions environnementales faites avec son téléphone, puisqu'il était soumis à une interception "classique" (seulement des appels), mais des phrases prises avec son téléphone ont été utilisées contre lui, en dehors des appels, pendant que le téléphone sonnait. C'est la seule preuve que l'accusation a apportée contre lui, les juges ont décidé de ne pas admettre ce type d'interception. Le proc a fait appel et les juges n'ont pas encore décidé s'ils les utiliseront ou non, et de cela dépendra probablement son séjour en prison. Il avait été arrêté le 3 août 2017. Après 20 jours

de détention, il lui a été notifié le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs (mais pas de tentative de meurtre). Quelques mois plus tard (le 24 novembre 2017), il est sorti de prison avec une obligation de résidence à Martinsicuro (région des Abruzzes) où il est né, et l'obligation de rentrer chez lui la nuit. Le procureur a fait appel de l'invalidation de sa mise en cause pour tentative de meurtre, le réexamen a donné raison au proc et la Cour a décidé de le renvoyer en prison à la fin du mois de mars 2018. Depuis lors, il a tout d'abord été envoyé à la prison de Teramo et a ensuite été transféré à la prison de La Spezia.

Giovanni a été arrêté le 3 août 2017, et libéré deux jours plus tard faute de preuves suffisantes. Tout comme Paska, le proc a également demandé le réexamen de la procédure. Il est alors retourné en prison pour tentative de meurtre et association de malfaiteur début avril 2018.

Ghespe a été arrêté le 3 août 2017 et est toujours en prison pour tentative de meurtre. La seule différence entre les trois est que Ghespe n'est pas accusé d'association de malfaiteur. (Le but étant pour le proc de pouvoir arriver à une condamnation rapidement dans son cas).

** Melograno lieu situé à Florence, où avait eu lieu un concert où des heurts avec la police avaient éclaté suite à des contrôles d'identité.*

- Quelques faits connexes -

Le 31 janvier, à Florence, une opération répressive contre des anarchistes, menée par la DIGOS, a mené à l'application de « mesures préventives » (misura cautelari) pour dix personnes. Trois d'entre elles – Filomena, Carlotta et Michele – sont maintenant assignés à résidence (obligés à rester chez elles) avec toutes les mesures restrictives, alors que pour les sept autres a été ordonné un mélange de mesures restrictives (interdiction de sortir de la ville, obligation de rentrer chez eux le soir, obligation de pointer) combinées entre elles de diverses manières selon le cas. Les délits reprochés à divers titres à 35 compagnons et compagnonnes sont résistance et blessure sur un agent de la force publique, transport de matériel explosif, dégradations et tags, vol et résistance, et d'autres encore. 12 personnes sur 35 sont inculpées pour associations de malfaiteurs, avec une claire séparation entre chefs et subordonnés. La police a aussi saisi l'occasion pour « expulser » Villa Panico (guillemets nécessaires, vu qu'à l'intérieur ils n'ont rien trouvé ni personnes).

L'enquête part de 5 épisodes, tous ont eu lieu à Florence au cours de l'année 2016 : attaque de la librairie « Il Bargello » (librairie des fachos de CasaPound) par quelques dizaines encapuchonnés (14 janvier) ; engin explosif rudimentaire nocturne contre la même librairie (3 février) ; banquet antimilitariste Place Sant'Ambrogio, au cours duquel plusieurs compagnons ont été enlevés de force et conduits au commissariat ; bagarre entre des compagnons et des dizaines de flics suite à un contrôle raté par une patrouille, trois compagnons (Michele, Fra, Alessio) ont été arrêtés (21 avril) ; manifestation solidaire à Oltrarno pour les arrestations des jours précédents (25 avril).

L'enquête NE porte PAS sur l'attaque du Nouvel An contre la nouvelle librairie « il Bargello » au cours de laquelle s'est blessé un artificier de la police imprudent, cependant le fait est cité dans l'enquête pour appuyer les mesures.

- Ci-dessous une contribution écrite diffusée à Florence –

NE NOUS DEMANDEZ PAS DE MOTS*

À propos des arrestations du 31 janvier

« Ne nous demandez pas de prendre la parole, de vous ouvrir des mondes, mais quelques syllabes maladroites et sèches comme une branche. Aujourd'hui nous ne pouvons que dire ce que nous ne sommes pas, ce que nous ne voulons pas. »

Nous vivons des temps sombres, et pas seulement à Florence.

D'un côté une humanité aux trois-quarts submergée qui meurt de faim, bombardements, embargos, contrôles militaires et policiers, détention et internement, travail salarié et migration forcée, racisme et frontières. De l'autre une humanité aux trois-quarts chloroformée, qui parfois cherche à se battre contre une vie toujours plus misérable, le plus souvent accrochée aux sirènes du pouvoir. Haine entre pauvres, révérence envers les patrons, défiance envers ceux qui se rebellent. À Florence comme ailleurs, alors que la ville se transforme en une machine à faire des sous avec l'industrie du tourisme, ceux qui gâchent la carte postale doivent être bannis. Chasse au pauvre, à l'étranger, au subversif. Chasseurs dans les rues, avec leurs uniformes respectifs : bleus, noirs, gris, treillis, mitraillette en bandoulière. Le centre historique désormais interdit aux manifestations, systématiquement encerclé ou directement chargé. Les fascistes s'organisent, ouvrent des locaux, des pubs, des librairies : de jour ils incitent à la guerre entre pauvres, italiens contre étrangers ; de nuit, dans la

mesure où ils n'en sont pas empêchés, ils la pratiquent à coups de couteaux et de barres.

Ceux qui n'acceptent pas tout cela doivent être restreints et enfermés.

Le 31 janvier, dans la foulée du désormais fameux « boom » du Nouvel An de la rue Leonardo Da Vinci - « boom » qui ne fait cependant pas partie de cette enquête - la police florentine a donné le feu vert à l'énième opération répressive, entrant dans différentes maisons, raflant des dizaines de compagnons dans les rues et notifiant 10 mesures à autant d'anarchistes. L'accusation principale qui leur a été donnée, est « d'avoir constitué une association de malfaiteur pour défendre leur idéologie ». Deux compagnonnes, Carlotta et Filomena, désignées comme « cheffes », et un autre compagnon, Michele, sont assignés à résidence, alors que des restrictions sont imposées à sept autres (interdiction de sortir de la ville, obligation de rester chez eux le soir, de pointer au commissariat, combinés différemment selon la personne).

Avec un nombre d'hommes énormes - on parle de 250 - la police fait irruption dans le squat Villa Panico pour l'évacuer, mais trouve l'endroit déjà abandonné, une aventure déjà terminée et un cache-pot qu'elle juge bon de faire briller. C'est le spectacle de la répression.

Peu de réflexions, peu de mots, mais des faits qui parlent d'eux-mêmes. Il arrive, à Florence, place S. Ambrogio, que quelques compagnons qui font un banquet contre la guerre et l'armée dans les rues soient encerclés et embarqués par la Digos, non sans réticences. Pour le code pénal, c'est un délit de résistance à agent de la force publique. Ne nous demandez pas de mot.

Il arrive, à Florence, au terme d'un concert sur Lungarno Dalla Chiesa, que le refus de décliner son identité déclenche des dizaines et des dizaines de flics contre les participants, coupables d'être encore vivants et solidaires. Une bagarre s'ensuit. Pour le code pénal c'est une résistance à circonstances aggravantes. Ne nous demandez pas de mot.

Mais il arrive que certains s'organisent pour occuper les maisons et les défendre, pour contester les militaires et les forces de l'ordre, empêcher la propagation de la violence fasciste, de la seule manière possible : agir directement contre l'oppression. Il arrive que les sièges fascistes reçoivent la critique de la peinture, du pavé et une bombe artisanale ou que la solidarité pour les arrestations de Lungarno envahisse les rues de San Frediano un 25 avril, sans demander la permission et laissant leurs traces sur les murs. Pour le code pénal, prendre partie ou ne serait-ce que défendre ouvertement certains faits, c'est une l'association de malfaiteur.

Mais à ce propos, nous avons deux mots à dire, et nous les disons.

Ce que nous ne sommes pas c'est une misérable association hiérarchique. Nous ne sommes ni des serviteurs qui votent sans bouger un orteil, ni des subordonnés qui attendent les ordres de chefs ou des « cheffes » pour agir.

Ce que nous ne voulons pas c'est passer notre vie à nous laisser exploiter et commander. Pour cela nous ne pleurons pas quand nos ennemis recueillent un peu de leur violence. Les larmes nous les réservons à ceux qui meurent sur les chantiers, dans les casernes, au milieu de la mer, en prison, aux frontières ; certainement pas pour les vitrines des fascistes, pour les rapports hypocrites des flics ou pour les murs d'une ville que l'Unesco déclare « patrimoine de l'humanité », alors qu'elle toujours plus dans la main des hommes d'affaires et des spéculateurs.

Ce que nous ne voulons pas, finalement, c'est que l'ennemi puisse nous diviser, avec la langue de bois du code pénal. Nous ne savons pas si ces compagnonnes et ces compagnons ont commis tout ce dont ils sont accusés. Nous savons seulement de quel côté de la barricade ils luttent, et cela nous suffit pour les entourer.

Pour en finir avec ce monde. Pour en ouvrir, peut-être, de nouveaux. Mais pour cela, les mots seuls ne suffisent pas.

SOLIDARITÉ AVEC FILO, CARLOTTA ET MICHELE !

Solidarité avec les compagnon.nes frappé.es par ces mesures !

Assemblée solidaire sans chefs ni patrons

Florence, 03/02/2017

www.informa-azione.info/firenze_contributi_sulla_recente_operazione_repressiva

** en référence à poèmes de Montale.*

2. Compte rendu du 9 octobre (première audience du procès opération “Panico”)

Mardi 9 octobre, a eu lieu la première audience (report du 12 juillet) du procès de l'opération « Panico ». Un large public de compagnons et de compagnonnes a chaleureusement accueilli l'entrée dans la salle des trois compagnons incarcérés présents à l'audience, provoquant l'irritation croissante du président du jury. Les trois hommes ont répondu aux salutations saluant et souriant, pendant que les gardes infâmes les tiraient vers leur place, au premier rang ; ils n'étaient pas placés dans les cages, mais à côté de la défense, séparés des autres coaccusés par un mur compact de gardes. Un geste qui n'a cependant pas empêché l'échange de regards, de baisers et

de marques d'affection entre nous et eux. L'audience s'est déroulée selon un scénario fastidieux : il y a de nouveau eu une discussion sur la recevabilité des parties civiles, les juges se sont retirés pour délibérer, puis ont réintégré et proclamé le fait que, même en un seul procès, toutes les parties les civiles (déjà mentionnés pour l'audience préliminaire) sont recevables. Par la suite, un bref débat a eu lieu sur l'ordre dans lequel présenter les expertises sur les interceptions par rapport aux témoignages (si, avant, après ou pendant), ainsi que sur la demande de preuve par le procureur et la défense. L'audience s'est terminée par la programmation des quatre audiences suivantes :

18 octobre 2018 : introduction à l'enquête, parle le chef de la Digos;

textes* (flics) sur la rixe de Melograno le 21 avril 2016

textes (digos) sur la présence sous les quartiers généraux de la police la même nuit, après les arrestations

textes (digos) sur le banquet antimilitariste de février 2016 8 novembre 2018: textes de l'accusation des faits du 25 avril 2016, rassemblement et cortège en solidarité avec les personnes arrêtées

13 décembre 2018 : à définir / 20 décembre 2018 : à définir

En ce qui concerne la présence en salle d'audience, nous avons appris qu'au cours de l'audience, les trois personnes ont été consultées et ont décidé de ne pas assister à l'audience du 18 octobre ; si cela se confirmait, nous serions également ravis de désertier les salles d'audience. Ils envisagent, par contre, d'être présents à l'audience du 8 novembre, mais nous attendons de comprendre leur décision finale.

La journée s'est poursuivie devant la prison de Sollicciano pour saluer de nouveau nos compagnons et de tous les prisonniers : nous n'avons malheureusement pas pu nous faire entendre par Paska, car l'audience à peine achevée il a de nouveau été transféré à la prison de La Spezia (du moins nous espérons qu'il a entendu les cris au passage). Le rassemblement a été animé par



des chorales, des cris, de la musique et des feux d'artifice, et a été illuminé par un incendie déclenché dans une section qui a enveloppé une partie de la prison dans la fumée pendant un certain temps, nécessitant l'intervention des pompiers.

Nous nous sommes ensuite dirigés vers le centre et, avec une promenade agile, nous

avons laissé quelques signes de notre passage, des mots de colère et de solidarité qui ressortent du blanc oppressant de la ville du « décorum » et de la « beauté » de la marchandisation totale.

La journée s'est terminée sur le parvis de l'église de S. Spirito, sujet de l'attention au cours des derniers mois, du maire, des policiers et journalistes serviles à cause de l'énième ordonnance « anti-dégradation » qui interdit le « bivouac » (c'est-à-dire simplement rester sur la place) après une certaine heure dans la soirée. Nous avons joyeusement bivouaqué avec de la nourriture et du vin tant que nous en ayons envie. La journée a été positive malgré tout, même s'il n'y avait rien à célébrer pour le début du procès, mais nous espérons que ces petits gestes de solidarité réchaufferont le cœur de nos compagnons toujours pris en otage dans les galères patries ... Un grand merci aux compas de chaque coin de la péninsule (et pas seulement) d'être venus à Florence pour l'occasion, pour leur présence, pour leur agitation, pour leur force contagieuse.

Avec rage et amour.

**La liste de textes est l'acte qui contient la demande d'une des parties de la procédure de faire comparaître des témoins, des consultants et des experts, de manière à acquérir des preuves lui soient favorables.*

3. Prison de La Spezia : Provocations des gardes contre Paska

Paska en réponse à ses conditions de détention et aux provocations des gardes à son encontre a commencé une grève de la faim lundi 5 novembre.

Le 18 novembre aura lieu un rassemblement devant la prison de La Spezia.

Le procès concernant la dénommée « opération Panico » à Florence, pour laquelle trois de nos compagnons sont détenus (et beaucoup d'autres poursuivis) continue et est arrivé à sa troisième audience (du 08.11.2018, ndt).

Les jours qui ont immédiatement précédé la première audience, Paska, détenu à la prison de Teramo, est transféré à la prison de La Spezia : pendant le transfert, les gardes « égarent » ses effets personnels et lui refusent toute information sur sa destination et la durée du séjour dans la nouvelle prison.

La prison de La Spezia est une prison punitive à tous égards connue pour sa dureté particulière (bien qu'il n'existe pas un type de prison « non punitive »), où le règlement intérieur est plus restrictif que les autres, et où nous connaissons encore la

fameuse et tristement célèbre *squadretta* : une poignée matons choisis ad hoc pour frapper les prisonniers.

Les représailles contre Paska commencent dès le premier transfert dans la salle d'audience quand son escorte de geôliers le jette dans le véhicule blindé le blessant aux mains et au sternum tandis que les courriers lui arrivent peu à peu et en retard.

Paska a demandé au DAP [Département de l'Administration Pénitentiaire, ndt], à être changé de prison, sa demande a été rejetée.

Le DAP compétent pour la Ligurie, le Piémont et la Vallée d'Aoste à un siège basé à Turin.

Entendons-nous bien : il n'y avait pas besoin de ces vexations ultérieures contre notre compagnon (contre tout autre compagnon.ne détenu.e) pour nous activer en solidarité, mais puisqu'il en a fait la demande très explicite il nous semble urgent et important pour nous de soutenir ces demandes, chacun.e comment et où le suggèrent au mieux nos propres tensions.

De son côté, Paska poursuit son attitude conflictuelle contre le système carcéral, tous les jours, en s'y confrontant directement.

NOUS VOULONS SOUTENIR LES REVENDICATIONS DE PASKA ET APPELER À LA SOLIDARITÉ ACTIVE DANS SES FORMES MULTIPLES.

Nous voulons également soutenir et être complices de Giova et Ghespe, eux enfermés depuis quelques temps dans la prison de Florence.

Les trois compagnons seront présents dans la salle d'audience du tribunal de Florence le 8 Novembre : une opportunité pour qui veut les accueillir, leur donner de la force par sa présence, ainsi que pour nous confronter.

En parlant de prison, nous ne pouvons pas oublier qu'il y a quelques jours (le 2/11) dans les prisons chiliennes le camarade* Kevin Garrido a été assassiné.

Chaque mort en prison est un meurtre d'état, mort à l'état et feu à ses prisons.

Pour l'anarchie.

Vengeance !

Des anarchistes

***Note de la traduction : Kévin Garrido s'est largement distancé des pratiques anarchistes lors de son séjour en prison mais avait plutôt mis en avant son affinité envers les idées éco-extrémistes.**

(Plus d'info ici : <https://sansattendre.noblogs.org/post/2018/11/07/chili-quelques-eclaircissements-sur-kevin-garrido-mort-en-prison/>)

4. Lettre de Paska

[La présente lettre a été écrit par Paska le 11/11/2018 et censurée plusieurs fois, les compagnon.nes ont pu la faire tourner seulement il y a peu. Paska a arrêté sa grève de la faim le 24/11 et se trouve toujours actuellement à la prison de la Spezia]

“Je confirme ce qui a été dit, mais je veux un médecin adéquat pour ce qui m’est arrivé. Quand je suis sorti de la cellule, il est vrai que j’ai poussé l’agent qui était présent à l’étage. Puis je suis descendu à l’entrée et j’ai poussé l’autre agent qui m’attendait et faisait partie de l’escorte. Je déclare cependant que peu de temps après, j’ai été attaqué par plus de dix officiers, avec des gifles et des coups de poing; ils m’ont jeté à terre et j’ai reçu des coups de poing et des gifles, des coups de pied dans la tête, dans le dos, sur le ventre, sur les jambes gauche et droite et sur la main gauche. Et quand je me suis levé, j’ai reçu des gifles jusqu’à ce qu’ils me menotent. Pendant le temps où j’ai été battu, j’ai été offensé et fortement menacé ”.

[Compte tenu de ce qui se dégage des faits, et en particulier des certificats de santé OÙ IL N'APPARAÎT RIEN DE CE QU'À DECLARE LE DETENU, en tenant compte de la gravité de l'épisode, le collège applique la sanction de 15 jours d'exclusion des activités collectives].

C’est ce que j’ai déclaré au conseil de discipline qui s’est tenu le vendredi 9 novembre à la suite des incidents survenus en prison avant le procès du 8/11.

Mais il serait bon et approprié de raconter tout ce qui s'est passé depuis un mois et demi. Le 2 octobre au matin, je quitte la prison de Teramo pour Lecce et arrive vers 16 heures en prison. Le temps de la paperasserie, je peux prendre une douche rapidement et c'est déjà l'heure de fermeture. Le lendemain, en attendant d'aller en procès, je demande à aller en promenade, mais la réponse est non, car "tu es en isolement". La raison ne s'expliquera que deux heures plus tard. Peu de temps après,



je vais au procès et au retour, ils ne me font pas entrer dans la section pour récupérer mes affaires, car les gardes l'ont déjà fait. Je reste écroué et je dois préparer les sacs à dos pour l'avion si je veux aller en procès à Florence. De cette manière, lorsque les compagnonnes et compagnons seront là l'après-midi pour faire un rassemblement sous la prison de Lecce, je m'envolerai déjà pour Gênes.

À contrecœur, je dois laisser quelques objets comme des poêles-casserolles-livres-cd-brochures,

car je ne peux pas emporter plus de deux sacs à dos, je privilégie donc les vêtements-draps-couvertures-documents et certains livres (plus le moka [*la petite cafetière italienne, ndt*] et le réchaud), fondamentaux en prison :)

Donc le 3 octobre à 13 heures, je vais de Lecce à Brindisi, où je prends deux avions (Brindisi-Rome et Rome-Gênes), puis vais de Gênes à La Spezia avec des véhicules blindés. À 21h, j'arrive à La Spezia et je m'endors, habillé, je n'amène même pas mes vêtements à l'intérieur et je décide de tout prendre le lendemain, car trop fatigué.

4 octobre, 8h du matin : perquisition dans ma chambre ; entre autres le 2 au soir à Lecce sous le matelas, j'ai trouvé une lame artisanale que j'ai fait disparaître et, heureusement, puisque le lendemain, les gardes me faisaient mon sac... coïncidence ? Dans tous les cas, mieux vaut prévenir que guérir.

Le 6 octobre, ils m'ont laissé monter dans la section, me plaçant en cellule avec un gars avec qui, visiblement, je pourrais tout de suite avoir des problèmes, mais en réalité, nous n'avons pas donné satisfaction aux gardes et nous nous sommes adaptés aux exigences carcérales.

Le 9, je vais au procès, premiers griefs et insultes réciproques avec l'escorte qui a les moyens de faire un peu les beaufs à gros cylindre au volant. Je laisse passer. A partir du 10 ou 11, je ne me souviens plus du jour exact, des problèmes commencent à se faire sentir : les gardes doivent avertir le premier étage avant de me laisser passer parce que la directrice et le commandant, sur des "ordres d'en haut", nous donne l'interdiction de se rencontrer à moi et un autre détenu à La Spezia.

Je commence à ne presque plus supporter la situation, mais la goutte qui fait déborder la vase tombe le 18 : je retourne de nouveau en procès et, en plus de devoir m'asseoir à 300 km, menotté, l'escorte commence à "imiter" les personnages de *Fast & Furious*. Dès leur arrivée à La Spezia, au retour du procès, ils commencent à allumer des sirènes, à bruler les feux de circulation, à tirer des freins à main, à insulter et à menacer les automobilistes pour passer risquant des accidents, et à faire des dérapages... et à traverser un passage souterrain à 80 l'heure, et à l'arrivée, parce que cela a été d'une traite, je me cogne la tête, je fais tomber mes lunettes et frappe très fort avec les menottes sur le côté, ce qui me fait encore mal.

Je monte en section très en colère, le lendemain je demande une consultation mais évidemment on ne rend compte de rien, je dis que je dois parler à la directrice et au commandant, et que cela accélère les procédures d'envoi de la demande de transfert (officiellement lancé le 23) ; ils savent déjà très bien que si je dois partir de La Spezia pour le prochain procès, je ne leur faciliterai pas la tâche, mais ils ne donnent pas d'importance à mes propos.

Le 26 octobre, une feuille arrive du DAP [services administratifs de la pénitencière, Ndt] que je recevrai le 30 où en substance ils déclarent qu'ils me refusent le transfert : réponse logiquement déjà toute prête, sans même avoir lu la demande, puisqu'un rejet

en si peu de jours est un record ! Situation de nervosité, insultes mutuelles avec les gardes, et même si je sais que cela ne va peut-être pas aider, je déclare l'incompatibilité avec le corps de la police pénitentiaire de La Spezia.

Je voulais déjà entamer la grève de la faim le 31/10 mais j'attends le lundi 5 novembre, car pendant les vacances ça ne sert pas à grand chose, je demande à parler à la directrice, on me dit que demain matin, elle m'appellera. La matinée suivante, rien, je refuse donc de retourner en cellule de 12 à 13 h, puis je vais en promenade et même là, je refuse de rentrer. Au bout d'une demi-heure (vers 14h30), la directrice et le commandant m'appellent. Je répète toutes les problématiques qui m'empêchent d'aller au procès avec l'escorte de La Spezia, l'incompatibilité avec les gardes à plus de 500 km de la famille et à 150 km du procès et qu'ils savent très bien que si je ne pars pas le 8, il se passera quelque chose. Ils répondent qu'ils reçoivent et exécutent les ordres du DAP et que j'assumerai toutes les responsabilités de ce que je vais faire. Je réponds que j'accepterai sûrement tout, mais il suffit qu'ils viennent sur moi un à un et non 10 contre 1.

Bien : le 8/11 il se passe ce que j'ai écrit au début du texte ; après m'avoir menotté et continué à me frapper, ils appellent le médecin pour lui demander si je pouvais aller en procès et lui aussi, effrayé de voir la situation, voit les bosses et les ecchymoses (mais ne les écrira pas) et me demande "Voulez-vous y aller ?" ». Et je dis oui, aussi parce que j'avais préparé une déclaration à lire dans la salle d'audience, que j'aurais alors changée en ajoutant qu'ils m'avaient battu en prison avant le procès; déclaration assez soft sur laquelle je voulais mettre l'accent pour demander le transfert.

Au tribunal, le juge ne m'a pas laissé lire cet écrit indiquant que le siège n'était pas adéquat, mais je réussis à faire passer aux autres dans la salle que les gardes m'ont tabassé et que je fais une grève de la faim depuis 4 jours. Alors ils me chassent de la salle d'audience et un gardien zélé, qui m'a giflé jusqu'à la fin, me met les menottes très serrées jusqu'à ce que mes poignets deviennent violets et que je manque de peu de m'évanouir. Ils me conduisent dans les cellules et au bout d'un moment, ils me font revenir, même si nous ne sommes que les trois accusés, ainsi que des avocats, des juges et des policiers, et je dis aux deux autres que je resterais pour montrer à l'avocat les signes sur le corps et retourner le plus tard possible à La Spezia, prévoyant une autre raclée au retour. Cela n'a pas été le cas, même s'il y avait 5 ou 6 gros gardes pour m'emmener en consultation pour la grève de la faim. J'essaie de faire noter les signes évidents [des violences, ndt], mais rien n'est indiqué. Pour les deux prochains jours, je vais essayer à nouveau de les signaler mais "je ne peux pas écrire des choses qui ne se voient pas" [déclare le médecin, ndt]. Après la consultation, ils m'ont replacé dans la cellule 1 du rez-de-chaussée, la même que celle où j'ai dormi la première nuit ici à La Spezia. Le régime est fermé, mes affaires sont

déjà préparées par les gardes. Le lendemain, au moins, ils me font récupérer le reste de mes affaires et me font un conseil de discipline me donnant 15 jours d'isolement. C'est ce qui m'a poussé à pousser les gardes c'est mon vécu à La Spezia : rien d'anormal, les gardes qui vous provoquent en faisant leur travail et qui te défoncent au sol à coups de pied et de poing dans la tête et dos, la directrice qui couvre les coups grâce à la complicité de médecins (sur 4 visites avec 3 médecins différents, une peut-être la deuxième fois qu'il m'a vu a écrire les endroits qui me font mal), et les gardes qui vous menacent de vous dénoncer pour diffamation , avec le juge qui ne vous laisse pas faire de déclaration et vous chasse hors de la salle d'audience.

Tout cela dans la norme. C'est pour cela que je ne me trouve pas dans la normalité de la société qui justifie l'autorité, abus sur abus, et les couvre. C'est la raison pour laquelle je poursuivrai la grève de la faim aussi longtemps que je le pourrai, tout en continuant de demander le transfert dans une autre prison, étant donné que si pour De Andrè [chanteur Italien, ndt] le même air que celui d'un gardien de prison, ne peut pas se respirer à l'heure de la liberté, je veux vraiment éviter de le partager avec les gardes qui m'ont battu ici, avec les médecins aveugles et complices, le commandant qui justifie ses hommes en disant que j'invente tout et la directrice qui cache la merde sous un tapis de faussetés.

TOUJOURS LA TÊTE HAUTE

PASKA

PS. Grève de la faim : poids initial 5/11: 108,4 kg; poids 11/11 jour: 101,8 kg.

NB. Écrit le 11/11 et envoyé au moins deux fois. Réécrit le 30/12.

5. Audience du 08/11/2018

Le jeudi 8 novembre a eu lieu la troisième audience de l'opération Panico. Le déroulement, nous ne le connaissons pas et nous ne nous en soucions pas trop au fond. Les faits parlent d'eux-mêmes.

Dans la salle, étaient présent Giova, Ghespe et Paska, quelques inculpés et un public de compagnons. Dès le début de l'audience, Paska a demandé à prendre la parole, par l'intermédiaire de son avocat, pour lire une déclaration. Il est arrivé dans la salle avec les marques des coups qu'il avait pris à la prison de La Spezia le matin même, avant le transfert à Florence. Il a commencé à lire sa déclaration, qui commençait par raconter le passage à tabac par les matons, mais le juge a immédiatement ordonné que le micro soit éteint, expliquant que ce qu'il disait n'était pas pertinent pour le procès, que ce n'était pas le siège compétent pour signaler ces faits, et de la merde dans le

genre. Paska, a malgré tout continué à lire, élevant la voix, mais a été tiré par les gardes infâmes qui ont tenté de lui arracher les feuilles des mains et de le conduire dans le sous-sol du tribunal. Les compagnons présents et les accusés se levèrent pour protester bruyamment. En réponse, le juge expulsa la salle d'audience. À ce moment-là, les inculpés sont également sortis pour être présent avec les autres, alors que l'avocat de Paska a demandé à ce qu'il soit réadmis dans la salle d'audience, même dans la cage si nécessaire, et a rappelé que son client faisait une grève de la faim depuis plusieurs jours protester contre les conditions de détention et demander son transfert dans une autre prison. De toute évidence, le juge s'en moquait bien et il ordonna que Paska reste enfermé dans les cellules souterraines. Les accusés sont revenus dans la salle d'audience pour lire une brève déclaration, affirmant que le juge était également complice des mauvais traitements infligés à Paska en prison, réaffirmant la solidarité avec les trois compagnons incarcérés et le souhait de ne pas continuer à assister à l'audience. Le juge a essayé de l'interrompre presque immédiatement en parlant en même temps que le compagnon qui lisait la déclaration, suite à quoi les accusés ont quitté le tribunal de façon permanente. Nous savons que peu après, Giova et Ghespe ont également demandé à être emmenés, ce qui a peut-être incité le juge à y repenser, car il a fait appeler Paska pour lui demander s'il souhaitait retourner dans la salle d'audience. Le compagnon acquiesça, ainsi que Giova et Ghespe. Les autres compagnons inculpés, en revanche, sont restés en dehors du tribunal, où certains ont improvisé un bref rassemblement près de la porte d'entrée, puis se sont réunis avec les autres, attendant de saluer leurs compagnons à la fin de l'audience. Mais cela n'a pas été possible, car à la fin du procès, les trois hommes ont été envoyés dans des fourgonnettes mobiles qui ont tracé un bout de route dans la mauvaise direction pour ne pas passer devant les camarades, mais vous savez, il n'y a pas de limite à la misère humaine des matons.

La journée s'est terminée par un tour dans le quartier de Sant'Ambrogio et un banquet sur une place du même quartier.

Exprimer une solidarité active avec Giova, Paska et Ghespe est en ce moment de plus en plus urgent, rappelez-vous que Paska est en grève de la faim depuis le 5 novembre et c'est à nous de lui faire sentir notre soutien et notre complicité.

Dimanche 18 octobre, à partir de 15h00, nous serons devant la prison de La Spezia,

En forme et furieux !

6. Mise à jour sur la grève de la faim de Paska et appel à solidarité (10/11/2018)

Paska nous a fait savoir qu'il a été transféré à l'isolement et qu'il y restera pour 15 jours, en régime fermé, il ne dispose que d'une demi-heure de promenade. Le reste du

temps, il le passe seul dans la cellule, pour les déplacements il a toujours une escorte de 2-3 gardes et les parloirs se font séparément, avec la porte ouverte et les gardes devant la porte. Il avait des signes évidents de passage à tabac juste avant l'audience du 8/11, qu'il a essayé de déclarer devant le tribunal, mais le juge a péremptoirement ordonné qu'il soit mis dehors par les gardes. Il a essayé de signaler les coups (il a reçu de violents coups à la tête et au dos) mais le médecin n'a absolument rien rapporté. Il a donc l'intention de demander l'interdiction de rencontrer des médecins et des infirmières.

En dépit de cela, Paska tient bon et continue de se battre, la tête haute.

Nous relançons l'invitation à un rassemblement la prison de La Spezia le 18/11 à 18 heures.

PASKA LIBRE ET EN FORME.

Paska est en grève de la faim depuis le lundi 5 novembre. Cela fait longtemps qu'il a choisi de ne pas baisser la tête face à la violence de la prison. Voilà pourquoi le 8, avant d'être transféré à Florence, pour l'audience de l'Opération Panico, il a été tabassé.

Dimanche 18 Novembre nous serons à La Spezia, la prison où il est enfermé.

En solidarité avec lui, avec les autres prisonniers, et contre la prison et ceux qui en profitent.

Que la fleur de l'action éclore

Que les racines fissent les murs et les barreaux

Liberté pour Giova, Ghespe et Paska. Liberté pour toutes et tous

Feu à ce monde de prisons

7. Quelques mises à jour

Des nouvelles de Paska, il a arrêté sa grève de la faim [24/11/2018], sans obtenir de transfert. Nous ne savons toujours pas s'il sera soumis au 14bis* comme annoncé.

L'audience du 13 décembre sautera à priori, pour cause de maladie du juge.

Bientôt de nouvelles mises à jour !

** L'art. 14bis est un régime de surveillance spéciale comprenant un isolement quasi permanent et la censure du courrier pour une période de 6 mois maximum, pour les détenus qui en raison de leur comportement compromettraient la sécurité de la prison notamment.*

8. Mises à jour sur les audiences à venir

Le jeudi 13 décembre, l'audience a été reportée, comme annoncé, en raison de la maladie d'un des juges. En outre, il a été annoncé que l'expert en charge des retranscriptions d'écoutes téléphoniques a perdu un mois, car les fichiers audios étaient introuvables (...) Par conséquent, la date de remise des transcriptions sera probablement retardée d'un mois, du 10 janvier à la mi-février.

Il est également possible que les prochaines audiences de l'opération Panico soient programmées en fonction de cela :

- ✓ 20 décembre : conclusion des textes d'accusation pour les événements de Melograno et du 25 avril
- ✓ 14 février 10h30 : épisodes liés au siège de Bargello, assaut et bombe artisanale (janvier / février 2016)
- ✓ 21 février à 9 : (peut-être) pour l'explosion du Nouvel An
- ✓ 28 février 9h : (peut-être) expertise en ADN
- ✓ 7 mars 12 heures
- ✓ 12 mars 11h

Ne prenez pas les thèmes abordés à chaque audience comme une certitude, on ne sait pas à quelle vitesse les témoignages et le procès se dérouleront. Pour le moment, on sait que Ghespe ne sera pas présent à l'audience du 20/12. Rendez-vous au Nouvel An devant Sollicciano !

9. Audience du 20/12/2018

Le 20 décembre a eu lieu une audience pour l'opération Panico. Le seul accusé présent dans la salle était Paska, le public était peu nombreux. Hier soir, il lui a été notifié qu'il serait soumis au [régime du] 14bis, pour une période de trois mois, et il est venu au tribunal pour en parler à son avocat. Il a demandé à un avocat de nous dire de ne pas nous inquiéter si nous ne venions pas, il était impossible de communiquer avec des délais aussi courts qu'il serait présent.

Avec son avocat, il a décidé de ne pas demander la révocation du 14 bis. Sa situation en prison consiste maintenant à se trouver dans une section, mais seul en cellule, sans four à gaz ni télévision dans la cellule. Une demande pour qu'il exécute sa peine à résidence chez sa mère à Martinsicuro a été déposée, motivée par le temps déjà passé en prison et par le fait qu'il ait déjà été libéré puis réincarcéré. On ne comprend donc pas pourquoi les mesures de restriction sont maintenues. Les juges se réservent le

droit de répondre après l'avis du Procureur, probablement aux alentours du 27/28 décembre.

En ce qui concerne la question de la recevabilité des écoutes environnementales, les juges se réservent le droit de décider plus tard, donc rien pour le moment.

Quant à l'audience, elle a été plus courte que prévu, car la moitié des témoins (des personnes qui disent avoir été attaquées ou agressées le 25 avril) ne se sont pas présentés. Ils ont conclu avec les textes* des policiers de Melograno (1), se contredisant pas mal par rapport aux dépositions du premier procès de Melograno, (celui contre Ale, Michele et Fra). Certains accusés n'ont pas été reconnus dans les textes, tant pour Melograno, que pour le 25 avril, d'autres oui.

Cependant, d'autres dates d'audience ont été définies, le nouveau calendrier est maintenant :

31 janvier à 12h / 12 février 11h / 14 février 10h30 / 21 février à 9h / 28 février 9h / 7 mars 12h / 12 mars 11h / 13 mars 9h / 14 mars 9h.

Les sujets qui seront probablement traités seront, pour le 31/01, la conclusion des textes manquants pour le 25 avril, début des deux faits spécifiques de Bargello [librairie liée à CasaPound attaquée au nouvel an]. Le réveillon du Nouvel An sera l'une des deux premières dates du mois de février. L'accusation décrira comment l'ADN a été prélevé et l'experte de la scientifique Paola Montagna présentera ses résultats. Le rapport médical de Mario Vece, l'artificier, sera également présenté, mais l'accusation n'a pas mentionné de témoins pour la reconstitution des événements du 1er janvier. Une fois que les transcriptions des écoutes téléphoniques seront présentées, vers la mi-février, les Digos de Pampos devraient faire une déclaration pour leur interprétation de ces dernières, après quoi les poursuites devraient être terminées et la défense devrait débiter.

Le président a exprimé aujourd'hui sa volonté de mettre fin au procès avec l'audience du 14 mars.

** Testi : témoignages et expertises*

https://corrierefiorentino.corriere.it/firenze/notizie/cronaca/16_aprile_21/firenze-quattro-molotov-contro-caserma-carabinieri-270e8600-078c-11e6-9245-7448706b4dea.shtml (Molegrano des molotov contre une caserne de gendarmerie après une soirée de heurts avec la police, source : les merdias italiens).

10. Quelques textes

Ce tract a été publié en février 2017 au sujet des interrogatoires des "personnes informées par sur les faits" auxquels des compagnons ont été soumis après la bombe du Nouvel An.

UN BEL TACER NON FU MAI SCRITTO (Un beau "se taire" ne fût jamais écrit)

Nous sommes des anarchistes. Nous sommes contre l'Etat et toutes sortes d'autorités, nous sommes contre l'inégalité sociale, le fascisme, le militarisme, la dévastation écologique et humaine causée par un système social oppressif et malade. Cette façon d'être ne se contente pas de vaines déclarations d'intention, peut-être en cliquant sur "j'aime" sur facebook, mais cherche à être pratiquée et poursuivie dans nos vies et dans nos quotidiennetés, comme une action politique, dans un monde de plus en plus éthiquement et socialement appauvri.

Cela entraîne la conséquence "naturelle" d'être constamment l'objet de l'attention et répression policière : au fil des ans, nous avons subi des centaines et des centaines de détentions arbitraires et au moins fantaisistes "opérations de police", des dizaines de perquisitions et d'expulsions de lieux occupés, arrestations et enquêtes/procès de tout type. Les anarchistes, comme nous le savons, sont un bouc émissaire idéal : ils n'ont pas de saint au paradis, ils ne font pas appel à des amis conseillers municipaux ou parlementaires, ne fréquentent pas les salons des intellectuels progressistes influents, ils ne s'abritent pas derrière des garanties constitutionnelles illusoire. De plus, la répression n'est pas certainement pas qui ne concerne que nous: historiquement, elle a touché tous les manifestants, les rebelles sociaux, les hérétiques, les révolutionnaires, de tous les temps et de tous les lieux; de nos jours, c'est le destin imposé de plus en plus à qui lève la tête, à chaque migrant, à chaque marginal, à chaque contestataire.

A son tour, le 31 janvier, la Villa Panico à San Salvi et des dizaines de personnes ont été expulsées des anarchistes florentins ont été emmenés au poste de police (trois personnes arrêtés assignés à résidence) et accusé d'association criminelle et de plusieurs délits spécifiques (distribution de tracts, rixe casuelle avec la police avec des arrestations et manifestation en conséquence, une action contre un local fasciste et un pétard contre ce même local). Ce qui nous a immédiatement frappés de cette enquête, c'est sa brièveté et son incohérence : **les événements du Nouvel An ont fourni le prétexte pour attaquer sans hésiter les anarchistes florentins.**

Pour ceux qui ne s'en souviennent pas, dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, une patrouille de la Digos remarque un paquet suspect derrière la porte de la

bibliothèque fasciste "Il Bargello" rue Leonardo da Vinci, et identifie sa nature, entendant la minuterie à l'intérieur. Un artificier est appelé après le quart de travail pour désamorcer l'appareil, il n'attend pas l'arrivée des protections et se blesse sérieusement. Dès sa prise en charge, la police était déjà à la porte de certains compagnons et compagnonnes, sans détour, prêt à ouvrir une enquête pour tentative de meurtre. **Cela n'a pas payé, quelques semaines après l'opération "Panico", des compagnons et des amis ont été "accompagnés" de force au poste de police, et soumis à un interrogatoire, en tant que personnes informées sur les faits.**

Entre temps, à Grosseto, la nuit précédant l'inauguration d'un local de CasaPound apparaissent des tags sur la façade du bâtiment en question. Deux personnes sont repérées par la police, l'un sur le toit et l'autre à proximité, et détenus pendant 12 heures au siège de la police à Grosseto. La découverte ultérieure sur le toit de deux pétards et d'une radio, sont pour la police, le prétexte pour perquisitionner la maison de l'un des inculper les personnes arrêtées pour dégradation et ouvrir contre eux une enquête acrobatique pour acte terroriste : avec deux pétards, ils avaient l'intention de saboter une antenne téléphonique de 15 mètres...

Pour autant que nous nous sommes habitués à payer cher pour ce que nous sommes, nous trouvons indigeste et inacceptable de payer pour cacher les erreurs des autres. La police et les médias ont misé sur une situation d'urgence immédiate, en parlant de leur homme comme de héros ; il semble cependant qu'il n'y avait personne à sauver, la route était fermée dans l'attente de l'arrivée de l'expert, et personne, pas même avec une boule de cristal, n'aurait pu calculer que quelqu'un y mettrait ses mains de manière imprudente : la tentative de meurtre est clairement une invention de la police. On pourrait aussi ajouter que si au lieu d'être un policier, c'était un maçon ou un menuisier dans l'exercice de son travail (la moyenne des décès au travail en Italie est de trois par jour), le fait n'aurait même pas mérité un court article sur la dernière page [d'un journal].

Les journaux et les médias, guidés par la police, **ont comme toujours créé un monstre de manière à le jeter en pâture à l'opinion publique, la construction d'un climat de plus en plus sécuritaire et réactionnaire, diminuant les pratiques sociales et politiques, les réduisant exclusivement au rang de vandalisme et de clandestinité.** Ce n'est pas un hasard si pendant l'expulsion de Villa Panico, le 31 janvier, une attention particulière a été portée sur une boîte vide qui a été créée pour "briller", et la plupart des images dans les journaux reprennent les démineurs (cette fois avec beaucoup de protections), comme pour nous faire comprendre qu'il s'agissait de nettoyer un dépôt d'explosifs, plutôt que de nettoyer une maison occupée. Pour renforcer cela, comme par hasard, dans les semaines qui

suivirent immédiatement, l'alerte à la bombe a éclaté partout à Florence : presque chaque jour, des colis, des sacs et des contenants suspects étaient découverts.

C'est le spectacle de la répression, de plus en plus grossière, de plus en plus arrogante, de plus en plus détaché et indifférente de la légitimité sociale.

Par ailleurs, nous pouvons déjà affirmer une chose : **l'un des objectifs des plus omniprésents de la répression, celui d'effrayer et de diviser, nous pouvons déjà considérer qu'il a échoué.** Nous sommes vigilants et déterminés, réconfortés par la grande solidarité démontrée par beaucoup dans la ville, de toute l'Italie et aussi de l'extérieur. Comme toujours, nous ne sommes pas intéressés à diviser le monde en innocents et coupables, et nous sommes solidaires avec tous nos compagnons touchés par la répression d'état.

DECLARATION PUBLIQUE DE PASKA

Salut à toutes et tous,

Je me suis finalement décidé à écrire quelques lignes sur le théâtre répressif actuel contre nous, anarchistes, qui est entrain de m'offrir ainsi qu'à deux autres compagnons de la prison.

Cela fait maintenant environ 11 mois que nous sommes empêtrés dans les mailles de leur piège : Ghespe, 11 mois complets en prison, moi 7 en prison et 4 avec obligation de résidence [dans le lieu fixé par le juge, ndt] et de rentrer la nuit, Giova 2 mois et demi de prison plus huit autres avec différents type de contrôle judiciaire, obligation de rentrer la nuit et pointer au comico. Mais leur "fameuse" opération Panico, lancée en janvier 2016 et qui a commencé à frapper à partir du 31 janvier 2017, a également "donné" à d'autres compagnons et compagnons des arrestations, détentions à domicile, obligations de résidence, rentrées nocturnes, signatures, interdictions de résidence à Florence et autres interdictions absurdes de résidence à Galluzzo, quartier de Florence où se trouvait l'occupation la Riottosa, qui a été expulsé avec l'autre occupation anarchiste de la ville, Villa Panico.

Tout cela pour une série d'événements dans la ville : un assaut au siège de CasaPound, deux bombes placées devant le local des fachos (dont un au Nouvel An 2017, où, dans le but de désamorcer la bombe, un artificier a perdu la main et un œil et de cet incident provient l'accusation de tentative de meurtre pour laquelle nous sommes aujourd'hui en tout trois en détention préventive), un rassemblement

antimilitariste non autorisé, un cortège non autorisée, le jet de molotov à la caserne des carabinieri à Rovezzano à la suite de l'arrestation de deux compagnons et une compagne pour une rixe avec les flics devant un concert, des rassemblement devant la prison, des tags sur les murs de la ville ... et enfin les faits liés à l'événement du Nouvel An, qu'ils posent comme le pivot central de l'affaire.

Une enquête qui a considérablement accéléré les temps répressifs après le 1er janvier 2017 et où ne pouvait pas manquer une association de malfaiteurs et d'incroyables rebondissements : arrestations, libérations, aggravations de la mesure pour des tags, révisions¹ - cassations - contre-révisions ... GIP² compétents, GIP incompetents, chefs de police et service antiterroriste, unité opérationnelle de la police italienne (UOPI), etc., etc. Un bricolage judiciaire destiné à attaquer certaines typologies de pratiques et qui les met en acte, car ils ne se soumettent pas au système et sont ennemi de celui-ci.

Les méthodes d'enquête, ensuite, ont été des plus infâmes et des plus sordides, mais qu'attendions-nous de nos ennemis ? En particulier, pour justifier la tentative de meurtre et l'autre accusation connexe (détention, fabrication et port d'arme de guerre) dont nous sommes accusés nous qui sommes enfermés et un autre compagnon, les interceptions de bavardages amicaux entre des ami.es deviennent des preuves formelles. Les fragments d'ADN prélevés au hasard des signes incontestables de culpabilité, des états d'âmes et personnels signes d'acquiescement.

Sans parler de leur mesquinerie dans la tentative, avec tout ce support d'écrit qui, plus qu'une enquête judiciaire, ressemble à un scénario d'un film déjà écrit, de diviser et de monter les uns contre les autres des compagnons et les compagnes de l'enquête. Tout cela n'a pas été uniquement mis en œuvre afin de trouver ceux qui pensent être coupables des faits reprochés, de procéder à des arrestations et de dégager des espaces [occupés, ndt], mais de tenter de se débarrasser de la réalité florentine et de fragmenter et diviser encore plus la situation.

Bien, je dis personnellement qu'ils ont essayé, mais ils n'ont pas totalement réussi : il y a toujours ceux qui s'organisent, discutent et agissent dans la ville, et ceux qui ont été touchés par la répression pendant cette période sont toujours là, maintiennent leurs positions, la tête haute, et je pense qu'ils se répètent consciemment : "Moi je trouve mon parcours juste parce que j'ai raison !"

Leur répression nous a touché, mais pas attaqués complètement comme c'était dans leurs intentions initiales.

¹ Audience au cours de laquelle sont réexaminées les mesures de contrôle judiciaire

² GIP : Juge des enquêtes préliminaires

Aujourd'hui, comment continuer ? Leur répression nous attaque, attaquons-là. À ce stade, il serait important de recommencer, plutôt que par des discussions et mille arguments sur la solidarité en réponse à la répression, à partir des pratiques qu'ils nous reprochent, et qui sont bien plus énervantes pour eux que nos discours théoriques.

Oubliez cette année et demie de coups durs et repartez de là où c'est le plus nuisible : pour nous à l'intérieur de ces murs s'abaissant le moins possible, et pour ceux qui sont sortis « avec le choix des armes qui est le tien pour le duel ».

Salutations, une forte accolade et un cri plein de colère et d'amour pour Ghespe et Giova !

Contre le pouvoir, contre l'autorité, pour la liberté !

POUR ANARCHIE !

PASKA

11. Quelques actions en solidarité avec les inculpé.es de l'opération Panico

La Spezia, Italie : action en solidarité avec Paska et les inculpé.es de l'opération Panico



Samedi en fin d'après-midi, dans un centre ville encombré par les consommateurs venus profiter des soldes, un petit groupe a décidé d'attaquer les vitrines des magasins à coup de peinture lors d'une action en solidarité avec Paska (actuellement enfermé à la prison de La Spezia) et les inculpé.es de l'opération Panico. La fontaine du centre historique a également été remplie de sang factice.

Un tract a été distribué lors de l'action (extraits) :

« Contre toutes les armées, toutes les guerres et la société qui en a besoin. Paska, Giova, Ghespe libres (les trois sont actuellement en détention dans le cadre de l'opération Panico). Liberté pour tous et pour toutes ». [...] Dans ce tract était également dénoncée l'activité du port civil et militaire de la ville où sont importées des matières premières provenant de guerres économiques et de catastrophes environnementales.

14 personnes auraient été interpellées dont une dizaine feraient l'objet d'une interdiction de territoire pour 3 ans.

Reformulé de la presse italienne.

*Secondino muori : Littéralement « maton crève » le tag a été vu début octobre à proximité de la prison de La Spezia.

**Le 31 décembre de nombreux compagnon.nes s'étaient rendu devant la prison de Sollicciano (Florence) pour réchauffer les coeurs de ceux qui sont dedans en envoyant également du son avec un groupe de hip hop venu pour l'occasion.

Madrid, Espagne : Agence immobilière attaquée – Guerre à la spéculation capitaliste

Nous communiquons avec un peu de retard que le 17 octobre dernier, une agence immobilière du district de Carabanchel a été attaquée, cassant à coup de marteau ses fenêtres, laissant un mot qui disait « guerre à la spéculation capitaliste ». À l'heure actuelle, divers quartiers de Madrid sont menacés par divers processus de spéculation, dans le contexte de projets étatiques et du capitalisme en constante mutation de la ville, en tant qu'élément essentiel de ce monde d'exploitation et de misère. À la suite de ce projet, les personnes exploitées vivant dans ces quartiers sont soumises à l'accroissement de la présence de grandes multinationales, à l'invasion des lobbys en jeu, aux contrôles de police, à la hausse des loyers et à la persécution continue des espaces occupés : Les agences immobilières jouent un rôle majeur dans ce processus. Il est donc important de les signaler en tant qu'ennemis. Les modalités d'attaque sont nombreuses et variées.

Solidarité avec CSOA La Gatonera, avec CSO Ca La Trava ... et avec tous les centres sociaux occupés qui résistent et attaquent !

Solidarité avec les compagnons touchés le 29 octobre à Madrid, avec les compagnons touchés par la répression après la révolte du G20 à Hambourg, avec Lisa et avec les compagnons frappés par l'État en Russie, en Argentine, en Italie (Scripta Manent, Opération Panico ...) et d'autres endroits dans le monde !

GUERRE À LA SPÉCULATION CAPITALISTE

Des anarchistes

Trento, Italie : Le festival du film « Tutti nello stesso piatto » interrompu en soutien à Paska en grève de la faim

Le dimanche 25 novembre à Trente, une trentaine de compagnons ont interrompu la cérémonie de remise des prix du festival « Tutti nello stesso piatto ». Cet événement était aux dires [des organisateurs] une façon de soulever la question des « droits de l'homme » à travers des films et des documentaires. L'hypocrite Province de Trento,

qui se vante d'être un territoire accueillant et démocratique alors qu'elle finance des entreprises militaires, des recherches sur la guerre et des projets répressifs de toutes sortes, cherche avec de telles initiatives à se donner un visage « propre » et solidaire. Parmi les promoteurs de l'initiative, il y avait aussi Elsa – The European Law Student's Association – une organisation qui organise régulièrement des événements à Trente où il est possible de trouver des soldats et des hommes en uniforme, ainsi que des magistrats et des juges. Pendant l'interruption, les compagnons ont distribué des tracts et sont intervenus pour Paska en grève de la faim et en solidarité avec Giovanni et Ghespe.

Ci-dessous, le tract distribué :

UN DE NOS COMPAGNON EST EN GRÈVE DE LA FAIM

Au nouvel an d'il y a deux ans, à Florence, une bombe avait explosé à la librairie de CasaPound, blessant gravement un policier-démineur maladroit. Quelques mois plus tard, à Florence, les lieux occupés par les anarchistes, « Il Panico » et « La Riottosa », ont été expulsés et plusieurs compagnons et compagnonnes ont été arrêtés pour « association de malfaiteurs ». Quatre de ces compagnons (dont trois sont encore en prison) sont accusés d'avoir posé cette bombe. Pendant que les fascistes s'organisent (dans les rues comme dans les palais) et ont déjà ouvert le feu (à Macerata et ailleurs), l'État se venge de ceux qui les ont toujours combattus et de la société injuste qui les génère.

C'est pourquoi il tente d'enfermer ces compagnons pour des années derrière les barreaux d'une prison.

L'un d'entre eux, Paska, est en grève de la faim à la prison de La Spezia pour lutter contre le harcèlement dont il fait l'objet. Lors d'une audience devant le tribunal de Florence, il a voulu dénoncer ce qui lui était arrivé lors de son transfert, à savoir un passage à tabac par les gardes. Lorsque Paska a essayé de parler, le juge lui a dit que le sujet n'était pas inhérent au procès, puis il a été renvoyé de la salle d'audience. Les soutiens présents ont fait preuve de proximité avec le compagnon. Nous aussi voulons lui être proches ainsi que tous les prisonnier.es en lutte. Nous réitérons avec force que la pratique de l'action directe est de plus en plus nécessaire pour repousser les politiques de l'État et les pratiques de ses complices, qui deviennent de plus en plus oppressives chaque jour contre les rebelles et tous les exploités. Alors que le ministère de la Grâce et de la Justice cherche avec de nouveaux décrets pour isoler les détenus en lutte; tandis que le nouveau décret sur la sécurité renforce de plus en plus la répression; tandis que la mentalité raciste, réactionnaire et fasciste progresse; alors que certains (voir le Parti Démocratique) essaient de transformer l'opposition aux fascistes en pure propagande électorale, après en avoir préparé le terrain; nous tenons une nouvelle fois à réitérer notre solidarité avec ceux qui luttent, à Paska en grève de

la faim, et nous réitérons notre hostilité envers les gardes infâmes et toute notre haine contre l'État et les fascistes.

Liberté pour Paska, Giovanni et Ghespe!

Contre l'Etat et ses prisons.

Des anarchistes

Barcelone, Espagne : Solidarité en flammes 30 novembre 2018

Dans la nuit du 30 novembre à 2h du matin, alors que le quartier de Sant Andreu était en fête et que les flics patrouillaient, un distributeur de billets de la Deutsche Bank a brûlé de rire. Un graffiti, « prisonnier-e-s en lutte ».

Une action individuelle.

Conséquence cohérente de ma tendance anarchiste.

Que les flammes illuminent, même d'un simple sourire, les nuits de mes compagnonnes.

Aux prisonnier-e-s en lutte de la péninsule ibérique. En avant compagnon-ne-s !

Aux personnes poursuivies en Italie pour les opérations Panico et Scripta Manent !

A Paska, compagnon en grève de la faim depuis le 5 novembre. Force à toi compagnon !

A Anahi, dans le coma après une attaque en Argentine. Tiens bon, compagne !

A Hugo et Marcos, rebelles et vengeurs. En avant !

A Juan Aliste. Irréductible !

Aux combattant-e-s grec-que-s et chilien-ne-s !

A Lisa, je t'attends avec un sourire complice !

A tous les individus cohérents et conséquents. Continuez la lutte !

Aux compas de Madrid.

Que M.I.L distributeurs de billets brûlent !

Paris : Ennemis de ce monde

Nous pensons que l'action directe est aussi un moyen pour sortir des impasses du marécage milieutiste, de ses lieux communs acceptés de façon acritique, de ses slogans offensifs qui restent trop souvent lettre morte.

Seuls, associés pour une nuit ou pour la vie – selon la sensibilité de chacun.e – laissons derrière nous les dogmes et choisissons le chaos de la vie.

Pour les défenseurs de ce monde nous sommes des malfaiteurs. Nous sommes simplement ses ennemis et nous en sommes fières.

La nuit du jeudi 11 au 12 octobre, rue d'Hautpoul (Paris 19) on à cramé un utilitaire de Vinci (constructeur de taule) et une voiture de la SNCF (qui fait la chasse aux pauvres et aux sans-papiers).

Une pensée pour Krème, pour le compagnon incarcéré pour l'incendie de la gendarmerie de Limoges, pour les anarchistes qui passent en procès en Italie (Scripta Manent et Panico).

Vive l'anarchie, vive la liberté !

Paris : Voiture diplomatique en feu

Dimanche 11 les plus grands massacreurs d'aujourd'hui ont commémoré la première boucherie mondiale (et ils ont préparé celles du futur).

Nous continuons à porter le vieux slogan des anarchistes de ce temps-là : contre leur guerre, contre leur paix, pour la révolution sociale.

La nuit de lundi 12 à mardi 13, dans cette capitale militarisée et sous vidéosurveillance, on a incendié une voiture d'un corps diplomatique quelconque au carrefour de la rue Spontini et de l'avenue Foch et aussi la grosse Porsche de bourgeois garée à côté (oui c'est possible de porter la guerre chez les riches et les puissants !).

Pour le compagnon Mikhail Zhlobitsky : nous voulons penser à lui comme ça, pas avec des mots mais avec les flammes. Solidarité aux anarchistes russes qui répondent à la répression avec l'action directe. Solidarité aussi aux anarchistes qui font face à la justice en Grèce (CCF) en Italie (opération Scripta manent et Panico) et partout ailleurs.

Une pensée pour Krème et pour S., emprisonné à Limoges.

Pour l'anarchie !

12. Sources

En Italien :

<https://panicoanarchico.noblogs.org> (site consacré à l'affaire)

<https://roundrobin.info>

<https://informa-azione.info> (en stand-by pour le moment)

Les traductions et communiqués d'actions :

<https://cracherdanslasoupe.noblogs.org>

<https://sansattendre.noblogs.org>

Autour de l'ADN :

Le monde dans un crachat : <https://tumult.noblogs.org/files/2017/03/le-monde-dans-un-crachat.pdf>

13. Soutien

Les nouveaux Iban et Bic pour le soutien des frais de justice et des prisonniers pour l'Operation Panico : IBAN : IT71Q3608105138290113490114

BIC/SWIFT (pour l'international) : PPAYITR1XXX

